

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 2373

[2008/202494]

**3 JUILLET 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant modification de certaines dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture**

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture prévoit un délai de rigueur de six mois pour l'instruction des dossiers de demande d'aide à l'agriculture afin de dynamiser la gestion administrative des dossiers et conférer une meilleure prévisibilité pour les administrés qui en sont bénéficiaires;

Considérant qu'en raison du caractère novateur de cette procédure et de la réforme de la fonction publique, 1/5<sup>e</sup> des dossiers ont été instruits dans les délais;

Considérant que de nombreuses demandes d'aides sont acceptées et seront acceptées au cours des mois de juillet et des mois suivants par le simple fait de l'écoulement du délai prévu par l'article 7, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture;

Considérant que le mécanisme d'acceptation par le simple écoulement du délai a pour conséquence que, parmi les aides ainsi accordées, certaines pourraient ne pas être compatibles avec la réglementation européenne applicable et, notamment, celle liée aux aides d'Etat en faveur des P.M.E. actives dans le secteur agricole;

Considérant qu'il y a lieu d'éviter l'insécurité juridique qui pourrait porter préjudice tant aux exploitants agricoles qu'à la Région wallonne vu les risques de non apurement des aides non réglementaires et compte tenu de l'obligation de recouvrement par la Région et de remboursement par les bénéficiaires des aides incompatibles et donc indûment perçues;

Considérant la situation économique critique du secteur agricole qui demande une réponse immédiate pour sa pérennité;

qu'il y a également urgence à adapter les conditions d'éligibilité de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture de manière à accorder le bénéfice de l'aide à l'investissement et à la première installation au plus grand nombre d'exploitants agricoles;

qu'en effet des demandes d'aides ont été refusées sur la base des conditions d'éligibilité établies par l'arrêté précité du 24 mai 2007;

que, vu l'interdiction de procéder aux investissements tant que l'aide n'est pas acceptée, il y a urgence à établir des conditions d'éligibilité adaptées et conformes au règlement;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le chapitre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture est remplacé par le chapitre suivant :

« CHAPITRE II. — *Éligibilité*

Art. 2. La qualification professionnelle suffisante pour bénéficier de l'aide à l'investissement est prouvée lorsque l'exploitant agricole remplit l'une des conditions ci-dessous :

— être titulaire d'au moins un des diplômes d'enseignement suivant :

- \* enseignement supérieur, de type court ou long, d'une orientation agricole, horticole ou relevant du secteur 1;
- \* master de bioingénieur ou d'ingénieur agronome ou d'ingénieur chimiste et des industries agricoles; d'ingénieur chimiste et des bio-industries ou de docteur en médecine vétérinaire;
- \* diplôme d'agrégé pour l'enseignement secondaire inférieur, section agricole et horticulture ou apparenté;
- \* diplôme ou certificat, homologué ou délivré par un Jury d'Etat, de l'enseignement secondaire supérieur d'une subdivision agricole, horticole ou relevant du secteur 1 ou le certificat de qualification de la 6<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire y afférant,

ou

— prouver deux ans d'expérience pratique après l'obtention d'au moins un des diplômes ou certificats homologués ou délivrés par un jury d'Etat autres que ceux visés ci-avant d'enseignement secondaire supérieur, supérieur du type court ou du type long, universitaire ou après l'obtention d'un diplôme ou certificat de qualification délivrés après quatre années au minimum de l'enseignement secondaire, d'une subdivision agricole, horticole ou apparentée,

ou

— prouver trois ans d'expérience pratique après l'obtention d'un certificat de formation post-scolaire agricole,

ou

— prouver une expérience pratique d'au moins cinq ans;

Sans préjudice du respect de l'obligation d'expérience pratique fixée par le présent arrêté, les diplômes ou certificats équivalents délivrés par un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'accès à l'aide à l'investissement sont acceptés.

Art. 3. La qualification professionnelle suffisante pour bénéficier de l'aide à la première installation est prouvée lorsque qu'il remplit une des conditions énumérées ci-dessous :

— être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur agricole du type court ou du type long, le diplôme d'agrégé pour l'enseignement secondaire inférieur section agriculture et/ou horticulture, ou le diplôme de master de bioingénieur ou d'ingénieur agronome ou d'ingénieur chimiste et des industries agricoles ou d'ingénieur chimiste et des bio-industries ou de docteur en médecine vétérinaire, ou un titre équivalent à un de ces diplômes ou certificats;

— être titulaire d'un diplôme ou d'un certificat homologué ou délivré par un Jury d'Etat d'enseignement secondaire supérieur d'une subdivision agricole, horticole ou relevant du secteur 1, ainsi que le certificat de qualification de la 6<sup>e</sup> année de l'enseignement secondaire y afférant;

— posséder une expérience pratique d'au moins deux ans et être titulaire d'un des diplômes, autres que ceux visés ci-dessus, de l'enseignement supérieur du type court ou de type long, de l'enseignement universitaire ou un des titres équivalents à un de ces diplômes ;

— posséder une expérience pratique d'au moins deux ans et être titulaire d'un des diplômes ou certificats, autres que ceux visés ci-dessus, homologué ou délivré par un Jury d'Etat d'enseignement secondaire supérieur, ou un certificat de qualification délivré après quatre années minimum de l'enseignement secondaire d'une subdivision agricole, horticole ou apparentée, soit un titre équivalent à un de ces diplômes ou certificats visés ci-dessus et un certificat d'étude de formation postscolaire agricole du type B ou le certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone;

— posséder une expérience pratique d'au moins trois ans et être titulaire :

\* soit d'un certificat d'étude de formation postscolaire agricole du type B;

\* soit d'un certificat d'étude de formation professionnelle au terme d'un programme d'au moins 150 heures;

\* soit d'un certificat de formation d'exploitant agricole délivré par la Communauté germanophone.

En outre, tous les exploitants agricoles en première installation devront avoir suivi dans les douze mois précédant la première installation ou dans les six mois suivant celle-ci une remise à jour de minimum 30 heures et maximum 40 heures de ses connaissances en matière de réglementation communautaire, fédérale et régionale du secteur agricole.

Sans préjudice du respect de l'obligation d'expérience pratique fixée par le présent arrêté, les diplômes ou certificats équivalents délivrés par un autre Etat membre de l'Union européenne pour l'accès à la première installation sont acceptés. »

**Art. 2.** Le § 1<sup>er</sup> de l'article 7 du même arrêté est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 1<sup>er</sup>. L'acceptation totale, partielle ou conditionnelle d'un plan d'investissement sur trois ans, ou son refus, relève de la compétence du Ministre. L'administration transmet un projet de décision au Ministre dans un délai de six mois suivant la notification de la recevabilité de la demande.

Le Ministre notifie sa décision au demandeur dans un délai de trente jours prenant cours à l'expiration du délai précité de six mois.

Si, au vu de l'examen du dossier, l'administration estime devoir requérir du demandeur des documents ou des informations complémentaires, elle le fait savoir au demandeur par courrier.

Les délais précités de six mois et de trente jours sont suspendus jusqu'à la réception de la réponse du demandeur et que l'administration constate que le dossier est complet. »

**Art. 3.** Les demandes d'aides introduites entre le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et la date d'entrée en vigueur du présent arrêté par des agriculteurs qui remplissaient, au moment de l'introduction de leur demande, les conditions d'éligibilité établies par l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, sont à nouveau examinées par l'administration, à la demande de chaque agriculteur concerné. Elles font l'objet d'une nouvelle décision ministérielle lorsque la demande a fait l'objet d'une décision négative antérieure à l'entrée en vigueur du présent arrêté, fondée sur le motif que le demandeur ne remplissait pas les conditions d'éligibilité établies par le chapitre II de l'arrêté du Gouvernement du 24 mai 2007 concernant les aides à l'agriculture.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 5.** Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 juillet 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 2373

[2008/202494]

**3. JULI 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Oktober 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft;  
 Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere Artikel 3 § 1;  
 Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft eine zwingende Frist von sechs Monaten für die Prüfung der Anträge auf Beihilfen in der Landwirtschaft vorgesehen wird, mit dem Ziel, die verwaltungstechnische Bearbeitung dieser Akten voranzutreiben und den Bürgern, denen diese Beihilfen gewährt werden, eine bessere Übersicht zu ermöglichen;

In der Erwägung, dass aufgrund dieser auf Ebene des Verfahrens eingeführten Neuerungen und aufgrund der Reform des öffentlichen Dienstes 1/5tel der Akten fristgerecht bearbeitet worden sind;

In der Erwägung, dass zahlreichen Anträgen auf Beihilfen stattgegeben wird und im Laufe des Monats Juli und der darauffolgenden Monate stattgegeben werden wird, durch die alleinige Tatsache, dass die in Artikel 7 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft vorgesehene Frist abläuft;

In der Erwägung, dass die Tatsache, dass den Anträgen lediglich dadurch stattgegeben wird, dass die festgelegte Frist abgelaufen ist, dazu führt, dass manche der auf diese Weise gewährten Beihilfen ggf. nicht mit der anwendbaren europäischen Regelung übereinstimmen und insbesondere mit jener Regelung, die an die staatlichen Beihilfen zugunsten der im landwirtschaftlichen Sektor tätigen kleinen und mittleren Betriebe gebunden ist;

In der Erwägung, dass die Situation einer juristischen Unsicherheit zu vermeiden ist, die sich sowohl auf die Landwirte als auch auf die Wallonische Region negativ auswirken könnte, da die Gefahr besteht, dass die nicht ordnungsgemäß geschuldeten Beträge zu erstatten sind und unter Berücksichtigung der Pflicht der Region, die ungeschuldet gezahlten Beträge einzufordern sowie der Pflicht der Empfänger der unvereinbaren und daher unrechtmäßig bezogenen Beihilfen, diese zurückzuzahlen;

In Erwägung der kritischen Wirtschaftslage des Agrarsektors, die einer unmittelbarer Reaktion bedarf, um den Fortbestand zu sichern;

dass ebenfalls dringend die Zulässigkeitsbedingungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft anzupassen sind, so dass eine Investitionsbeihilfe und eine Beihilfe für die erste Niederlassung der größtmöglichen Anzahl landwirtschaftlichen Betriebsinhabern gewährt werden kann;

dass auf der Grundlage der im Rahmen des vorerwähnten Erlasses vom 24. Mai 2007 bestimmten Beihilfeanträgen nicht stattgegeben worden ist;

dass es aufgrund des Verbots, Investitionen zu tätigen, solange die Beihilfe nicht gewährt worden ist, dringend notwendig ist, angepasste und der Regelung entsprechende Zulässigkeitsbedingungen festzulegen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
 Beschließt:

**Artikel 1** - Das Kapitel II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft wird durch folgendes Kapitel ersetzt:

## «KAPITEL II — Zulässigkeit

Art. 2 - Die ausreichende berufliche Qualifikation um in den Genuss einer Investitionsbeihilfe zu gelangen, ist erwiesen, wenn der landwirtschaftliche Betriebsinhaber eine der nachfolgenden Bedingungen erfüllt:

— er besitzt wenigstens eines der nachfolgenden Abschlusszeugnisse des Hochschulwesens:

\* Hochschulwesen des kurzen oder langen Studienganges in einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder einer in dem Sektor 1 angeführten Abteilung;

\* Master als Bioingenieur, Agraringenieur oder Ingenieur für Chemie und Agrarindustrien; Diploms eines Ingenieurs für Chemie und Bio-Industrien oder eines Doktors der Veterinärmedizin;

\* das Lehrbefähigungszeugnis für die Unterstufe des Sekundarunterrichts, Abteilung Landwirtschaft und Gartenbau oder ähnliche Abteilungen besitzen;

\* durch den Zentralprüfungsausschuss anerkanntes oder ausgestelltes Abschlusszeugnis oder Zertifikat der Oberstufe des Sekundarunterrichts einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder einer in dem Sektor 1 angeführten Abteilung oder Qualifikationszertifikat der sechsten Klasse des damit verbundenen Sekundarunterrichts;

oder

— eine Berufserfahrung von wenigstens zwei Jahren aufweisen nach der Ausstellung wenigstens eines der durch den Zentralprüfungsausschuss anerkannten oder ausgestellten Abschlusszeugnisse oder Zertifikate (mit Ausnahme der vorerwähnten) der Oberstufe des Sekundarunterrichts, des Hochschulwesens des kurzen oder langen Studienganges oder einer Universität oder nach der Ausstellung eines nach mindestens vier Jahren des Sekundarunterrichts in einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder ähnlichen Abteilung gewährten Qualifikationszertifikat oder -zeugnis;

oder

— eine Berufserfahrung von wenigstens drei Jahren aufweisen nach Erhalt eines Abschlusszeugnisses der post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung;

oder

— eine Berufserfahrung von wenigstens fünf Jahren aufweisen.

Unbeschadet der Beachtung der durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingung für die Berufserfahrung, werden die Abschlusszeugnisse oder Zertifikate, die in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union für den Zugang zur Investitionsbeihilfe anerkannt werden, zugelassen.

Art. 3 - Die ausreichende berufliche Qualifikation um in den Genuss einer Beihilfe für die Ersteinrichtung zu gelangen, ist erwiesen, wenn der landwirtschaftliche Betriebsinhaber eine der nachfolgenden Bedingungen erfüllt:

— er ist Inhaber des Abschlusszeugnisses des landwirtschaftlichen Universitäts- oder Hochschulwesens des kurzen oder langen Studienganges, des Lehrbefähigungszeugnisses für die Unterstufe des Sekundarunterrichts, Abteilung Landwirtschaft und/oder Gartenbau oder des Diploms eines Masters als Bioingenieur oder eines Agraringenieurs, oder eines Ingenieurs für Chemie und Agrarindustrien, oder eines Ingenieurs für Chemie und Bio-Industrien oder eines Doktors der Veterinärmedizin oder Inhaber eines Diploms oder Abschlusszeugnisses, das den vorerwähnten gleichgestellt werden kann;

— er ist Inhaber eines durch den Zentralprüfungsausschuss anerkannten oder ausgestellten Abschlusszeugnisses oder Zertifikats der Oberstufe des Sekundarunterrichts einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder einer in dem Sektor 1 angeführten Abteilung sowie des Qualifikationszertifikats der sechsten Klasse des damit verbundenen Sekundarunterrichts;

— er besitzt eine Berufserfahrung von wenigstens zwei Jahren und ist Inhaber eines der Diplome (mit Ausnahme der oben erwähnten) des Hochschulwesens des kurzen oder langen Studienganges, des Universitätswesens oder aber eines Diploms oder Abschlusszeugnisses, das den oben erwähnten gleichgestellt werden kann;

— er besitzt eine Berufserfahrung von wenigstens zwei Jahren und ist Inhaber eines der durch den Zentralprüfungsausschuss anerkannten oder ausgestellten Abschlusszeugnisse oder Zertifikate der Oberstufe des Sekundarunterrichts, oder eines nach mindestens vier Jahren des Sekundarunterrichts in einer landwirtschaftlichen, gartenbaulichen oder ähnlichen Abteilung gewährten Qualifikationszertifikats, oder aber ein Diplom oder Abschlusszeugnis, das den vorerwähnten gleichgestellt werden kann und ein Abschlusszeugnis einer post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B oder ein von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestelltes Ausbildungszertifikat als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber;

— eine Berufserfahrung von wenigstens drei Jahren aufweisen in Verbindung mit:

\* entweder dem Abschlusszeugnis der post-schulischen landwirtschaftlichen Ausbildung des Typs B;

\* oder dem Abschlusszeugnis der landwirtschaftlichen Ausbildung von wenigstens 150 Unterrichtsstunden;

\* oder dem von der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgestellten Ausbildungszertifikat als landwirtschaftlicher Betriebsinhaber;

Außerdem müssen alle landwirtschaftlichen Betriebsinhaber im Rahmen einer ersten Niederlassung innerhalb von zwölf Monaten vor der Ersteinrichtung oder innerhalb von sechs Monaten nach dieser Niederlassung ihre Kenntnisse im Bereich der gemeinschaftlichen, föderalen und regionalen Regelungen im Agrarbereich im Rahmen einer Ausbildung von wenigstens 30 und höchstens 40 Stunden auf den neuesten Stand bringen.

Unbeschadet der Beachtung der durch den vorliegenden Erlass festgelegten Bedingung für die Berufserfahrung, werden die Abschlusszeugnisse oder Zertifikate, die in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union für den Zugang zur Ersteinrichtung anerkannt werden, zugelassen.

**Art. 2** - Artikel 7 § 1 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1 - Die völlige, teilweise oder bedingte Genehmigung eines Investitionsplans mit einer Laufzeit von drei Jahren oder aber dessen Ablehnung fällt in den Zuständigkeitsbereich des Ministers. Die Verwaltung übermittelt dem Minister innerhalb von sechs Monaten nach der Mitteilung über die Zulässigkeit des Antrags einen Beschlussentwurf.

Der Minister teilt dem Antragsteller seinen Beschluss innerhalb von dreißig Tagen nach Ablauf der vorerwähnten Frist von sechs Monaten mit.

Falls die Verwaltung aufgrund der Prüfung der Akte der Ansicht ist, von dem Antragsteller ergänzende Dokumente oder Informationen verlangen zu müssen, so teilt sie ihm dies schriftlich mit.

Die vorerwähnten Fristen von sechs Monaten und dreißig Tagen werden solange ausgesetzt, bis der Antragsteller seine Antwort übermittelt hat und die Verwaltung festgestellt hat, dass die Akte vollständig ist.»

**Art. 3** - Die Anträge auf Beihilfe, die zwischen dem 1. Januar 2007 und dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses von Landwirten eingereicht werden, die zum Zeitpunkt des Einreichens ihres Antrags die in Artikel 1 des vorliegenden Erlasses festgelegten Zulässigkeitsbedingungen erfüllt, werden auf Anfrage eines jeden betroffenen Landwirts erneut von der Verwaltung geprüft. Sie sind Gegenstand einer neuen Beschlusses des Ministers, falls der Antrag vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses abgelehnt wurde, mit der Begründung, dass der Antragsteller die in Kapitel II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2007 über die Beihilfen in der Landwirtschaft bestimmten Zulässigkeitsbedingungen nicht erfüllte.

**Art. 4** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 5** - Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. Juli 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 2373

[2008/202494]

**3 JULI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende de steun aan de landbouw**

De Waalse Regering,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende de steun aan de landbouw;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende de steun aan de landbouw in een strikte termijn van zes maanden voorziet voor de afhandeling van de dossiers met de landbouwsteunaanvragen met het oog op een dynamischer beheer van de dossiers door het bestuur en op een betere lange termijn-zicht voor de begunstigden;

Overwegende dat gelet op het vernieuwend karakter van de procedure en op de hervorming van het ambtenarenapparaat, één vijfde van de dossiers binnen die termijnen zijn afgehandeld;

Overwegende dat talrijke steunaanvragen zijn aanvaard en aanvaard zullen worden tijdens de maanden juli en daaropvolgende maanden alleen al wegens het feit dat de termijn bepaald bij artikel 7, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende de steun aan de landbouw afloopt;

Overwegende dat het mechanisme van aanvaarding van de aanvragen wegens het verlopen van de termijn tot gevolg heeft dat sommige steunvormen die aldus toegekend worden niet verenigbaar zouden kunnen zijn met de geldende Europese regelgeving en meer bepaald met de regelgeving in verband met de overheidssteun voor K.M.O.'s die optreden in de landbouwsector;

Overwegende dat de rechtsonzekerheid voorkomen moet worden daar die nadeel zou kunnen opleveren voor zowel de landbouwbedrijven als het Waals Gewest gelet op de risico's op niet-aanzuivering van de onreglementaire steun en rekening houdend met de verplichting tot inning door het Gewest en terugbetaling door de begunstigden van de onverenigbare en dus onbehoorlijk gekregen steun;

Gelet op de kritieke economische toestand van de landbouwsector, waarop onmiddellijk ingegaan moet worden, in het belang van zijn voortbestaan;

Overwegende dat de voorwaarden voor het in aanmerking komen van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende de steun aan de landbouw eveneens dringend aangepast moeten worden zodat de overgrote meerderheid van landbouwbedrijven voor investeringssteun en steun bij de eerste vestiging in aanmerking kunnen komen;

Overwegende dat steunaanvragen immers geweigerd zijn op grond van de voorwaarden voor het in aanmerking komen vastgesteld bij voormeld besluit van 24 mei 2007;

Overwegende dat, aangezien het verboden is investeringen door te voeren zolang de steun niet is aanvaard, er dringend aangepaste en met de regelgeving overeenstemmende voorwaarden vastgesteld moeten worden voor het in aanmerking komen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Besluit :

**Artikel 1.** Hoofdstuk II van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende steun aan de landbouw wordt vervangen door volgend hoofdstuk :

« HOOFDSTUK II. — *Het in aanmerking komen*

« Art. 2. Om voor investeringssteun in aanmerking te komen, getuigt het landbouwbedrijfshoofd van voldoende beroepskwalificatie als hij aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

— beschikken over minstens één van de volgende onderwijsdiploma's :

hoger onderwijs, van het korte of lange type bij een landbouw-, tuinbouw- of een onder sector 1 vallende afdeling; master bioingenieur of landbouwkundig ingenieur of van ingenieur voor de scheikunde en de landbouw-industrieën; ingenieur voor de scheikunde en de bionijverheden of van doctor in de diergeneeskunde;

\* houder zijn van een diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, afdeling land- en tuinbouw of daaraan verwant;

in het bezit zijn van het diploma of het door een Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, of van het kwalificatiegetuigschrift van het 6de jaar van het secundair onderwijs bij een landbouw-, tuinbouw- of aanverwante afdeling;

of

— twee jaar praktijkervaring aantonen na het verkrijgen van minstens één van de andere door een staatsjury gehomologeerde of uitgereikte diploma's dan bovenbedoeld van het hoger secundair onderwijs, het hoger onderwijs van het korte of het lange type of van het universitaire onderwijs of na het verkrijgen van een kwalificatiediploma of getuigschrift uitgereikt na minstens vier jaar secundair onderwijs bij een landbouw- of tuinbouwonderafdeling of daaraan verwant;

of

— getuigen van minstens drie jaar praktijkervaring, en houder zijn van een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding;

of

— getuigen van minstens vijf jaar praktijkervaring.

Onverminderd de naleving van de verplichting tot praktijkervaring bepaald bij dit besluit worden de gelijkwaardige diploma's of getuigschriften, erkend door een andere staat, lidstaat van de Europese Unie, aanvaard voor de toegang tot investeringssteun.

Art. 3. Om voor steun bij de eerste vestiging in aanmerking te komen, getuigt het landbouwbedrijfshoofd van voldoende beroepskwalificatie als hij aan één van de volgende voorwaarden voldoet :

— in het bezit zijn van het diploma van het hoger landbouwonderwijs van het korte of lange type, het diploma van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, land- of tuinbouwafdeling, of master bioingenieur of landbouwkundig ingenieur of van ingenieur voor de scheikunde en de landbouwindustrieën of ingenieur voor de scheikunde en de bionijverheden of van doctor in de diergeneeskunde, of een aan die diploma's of getuigschriften gelijkwaardige titel;

— in het bezit zijn van het diploma of het door een Staatsjury gehomologeerd of uitgereikt getuigschrift van het hoger secundair onderwijs van een landbouw-, tuinbouw of onder sector 1 vallende onderafdeling, of van het kwalificatiegetuigschrift van het 6e jaar van het desbetreffende secundair onderwijs;

— minstens twee jaar praktijkervaring hebben en houder zijn van één van de andere diploma's dan bovenbedoelde van het hoger onderwijs van het korte of het lange type, van het universitair onderwijs of van één van de titels die gelijkwaardig zijn aan één van die diploma's;

— minstens twee jaar praktijkervaring bezitten en houder zijn van één van de andere diploma's of getuigschriften dan bovenbedoeld, gehomologeerd of uitgereikt door een Staatsjury van het hoger secundair onderwijs of een kwalificatiegetuigschrift uitgereikt na minstens vier jaar secundair onderwijs bij een land- of tuinbouwonderafdeling of daaraan verwant, ofwel een titel bezitten die gelijkwaardig is aan één van bovenvermelde diploma's of getuigschriften of een studiegetuigschrift van een postschoolse landbouwopleiding van het type B of het getuigschrift van opleiding tot landbouwbedrijfshoofd uitgereikt door de Duitstalige Gemeenschap;

— getuigen van minstens drie jaar praktijkervaring en houder zijn van :

\* ofwel een getuigschrift van postschoolse landbouwopleiding van het type B;

\* ofwel een getuigschrift van een beroepsopleidingsrichting na een programma van minstens 150 uur;

\* ofwel het door de Duitse Gemeenschap uitgereikte getuigschrift voor landbouwersopleiding.

Daarnaast dienen alle landbouwbedrijfshoofden bij de eerste vestiging binnen de twaalf maanden voor de eerste vestiging of binnen de zes maanden erna een bijscholing gevolgd te hebben van minstens 30 en hoogstens 40 uur in de kennis van de communautaire, de federale en de gewestelijke landbouwregelgeving.

Onverminderd de naleving van de verplichting tot praktijkervaring bepaald bij dit besluit worden de gelijkwaardige diploma's of getuigschriften, erkend door een andere staat, lidstaat van de Europese Unie, aanvaard voor de toegang tot de eerste vestiging. »

Art. 2. § 1 van artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende paragraaf :

« § 1. De Minister is bevoegd voor het volledig, gedeeltelijk of onder voorwaarden aanvaarden dan wel het weigeren van een investeringsplan over drie jaar. Het bestuur maakt een ontwerpbeslissing over aan de Minister binnen een termijn van zes maanden na de kennisgeving van de ontvankelijkheid van de aanvraag.

De Minister geeft kennis van zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van dertig dagen ingaand bij het verstrijken van bovenvermelde termijn van zes maanden.

Als het bestuur bij de behandeling van het dossier meent dat het aanvullende stukken of gegevens moet opvragen bij de aanvrager, wordt laatstgenoemde daarover per schrijven ingelicht.

Voormelde termijnen van zes maanden en van dertig dagen worden opgeschort totdat het antwoord van de aanvrager ingediend is en het bestuur vaststelt dat het dossier volledig is. »

Art. 3. De steunaanvragen die tussen 1 januari 2007 en de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediend zijn door landbouwers die bij de indiening van hun aanvraag voldeden aan de voorwaarden voor het in aanmerking komen, bepaald bij artikel 1 van dit besluit, worden opnieuw behandeld door het bestuur op verzoek van elke betrokken landbouwer. Over die aanvragen wordt een nieuwe ministeriële beslissing getroffen indien voor de aanvraag voor de inwerkingtreding van dit besluit een negatieve beslissing getroffen werd die gegrond was op de reden dat de aanvraag niet voldeed aan de voorwaarden voor het in aanmerking komen, bepaald bij hoofdstuk II van het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende de steun aan de landbouw.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 juli 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN